

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT

DU 3 SEPTEMBRE 2024

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE TROIS SEPTEMBRE,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOI
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°31 – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC DE LA SOCIETE DES GRANDS PROJETS AU PROFIT DE
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOI – PARCELLES AT N°19-20-21-22 A SEVRAN**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général des propriétés des personnes publiques et notamment l'article L. 2122-1
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,
Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envoi,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération n°145 du conseil de territoire de Paris terres d'Envoi du 18 décembre 2017 portant sur la définition de la compétence de l'EPT en matière de transport,
Vu la délibération n° 139 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envoi du 13 décembre 2021 portant sur l'évolution de la compétence de l'EPT en matière de transport et notamment sa compétence en matière d'aménagement des pôles d'échanges multimodaux
Vu la délibération n°36 du 11 juillet 2020 par laquelle le conseil de territoire de Paris Terres d'Envoi a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Considérant que pour la réalisation de la gare de Sevrans Livry de la ligne 16 du Grand Paris Express, la Société du Grand Paris, aujourd'hui nommée Société des Grands Projets, a acquis quatre parcelles cadastrées AT n°19-20-21-22 d'une emprise de 495 m² situées à Place de la Gare à Sevrans.

Considérant qu'au titre de sa compétence en aménagement des pôles d'échange multimodaux (PEM), et comme validé par le comité de pôle composé des financeurs du projet, l'EPT Paris Terres d'Envoi est maître d'ouvrage pour l'aménagement de l'espace public autour du pôle multimodal de Sevrans Livry L16, composé notamment d'un parvis de gare piéton et végétalisé à l'ouest du bâtiment voyageur GPE.

Considérant que certaines parcelles sous propriété de la Société des Grands Projets sont nécessaires à la réalisation du pôle d'échange multimodal de ladite gare.

Considérant la nécessité pour l'EPT Paris Terres d'Envoi d'occuper lesdites parcelles pour la réalisation du pôle préalablement aux échanges et actes notariés et fonciers.

Considérant en conséquence qu'il convient de convenir d'une convention d'occupation temporaire entre la Société des Grands Projets et l'EPT Paris terres d'Envoi pour les parcelles cadastrées AT n°19-20-21-22.

DÉCIDE

Article 1 **D'autoriser** la signature de la convention qui permet l'occupation temporaire des parcelles cadastrées AT n° 19-20-21-22 par l'EPT Paris Terres d'Envoi et propriété de la Société des Grands Projets, à titre gratuit, pour une durée maximale de 4 ans reconductible, telle que prévue au projet de convention annexée de la présente décision.

Article 2 **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Président du Directoire de la Société des Grands Projets, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial,

La présente décision sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envoi.

Article 3 **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240910-31-03-09-2024-AU
Date de télétransmission : 10/09/2024
Date de réception préfecture : 10/09/2024